



CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX

Entre

La commune d'OLLIOULES, sise en son hôtel de ville, 83190, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Robert BENEVENTI, dûment habilité par délibération n°24/03/4.10 du 11 mars 2024,
Ci-après dénommée « la commune »,

et

L'association LES PETITS DEBROUILLARDS PACA, sise 38 Avenue Frédéric Joliot Curie – Technopole Château Gombert – Maison du développement industriel 13013 Marseille, représentée par son président en exercice, Monsieur Antoine DOLEZ

Ci-après dénommée « l'association »,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2144-3,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L2125-1 et suivants,
Vu la délibération n°24/03/4.10 du 11 mars 2024,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit,

PREAMBULE

Afin de faciliter et développer la pratique des activités associatives pour les habitants de la commune d'Ollioules, celle-ci met à disposition de l'association des locaux communaux ainsi que des créneaux horaires tels que définis à l'annexe 1 de la présente convention.

Article 1 - Objet :

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions de la mise à disposition des locaux désignés à l'annexe 1 de la présente convention en faveur de l'Association pour l'hébergement de son antenne dans une salle pour l'animation de programmes d'actions en partenariat et pour l'animation de l'espace du Fablab situé au 2^{ème} étage du Centre des Métiers d'Art d'Ollioules MANO X ALTO sis : 2A, Rue Arnaud Beltrame 83190 OLLIOULES

Le Fablab du Centre des Métiers d'Art d'Ollioules MANO x ALTO est un espace de 51 m² dédié à la fabrication numérique en mode « laboratoire » c'est-à-dire ouvert à l'expérimentation, à la recherche, à la formation, à la transmission, par le biais de machines et équipements de fabrication numérique et digitales telles que :

- des imprimantes 3D pour l'impression d'objets par fabrication additive;
- CNC (commande numérique par ordinateur) avec fraiseuse numérique pour découpe et usinage de bois, métal, mousse, etc.
- découpeuse / graveuse laser : découpe des matières diverses (plastique, bois) par rayon laser ;
- scanner 3D ;
- thermoformeuse ;
- brodeuse numérique : permet de créer des motifs de broderie en utilisant un ordinateur pour contrôler les mouvements de l'aiguille sur différents types de tissus et textiles (coton, soie, laine..etc) ;
- un masque de réalité virtuelle ;
- et autres équipements (ordinateurs fixes, écrans, casques audios, tablette graphique, kit de sérigraphie, petit outillage etc)

C'est un espace ouvert à tous publics et qui permettra la sensibilisation et la formation des professionnels des métiers d'art aux outils numériques partagés et mutualisés.

L'association « Les Petits Débrouillards » conserve durant cette même période de l'occupation des locaux sis 361 rue Romain Rolland 83190 Ollioules

Article 2 – Condition d'attribution des locaux et espaces publics:

2.1 – Conditions générales d'attribution :

L'association devra assurer l'animation fonctionnelle régulière, à travers dans un premier temps, la mise à disposition d'un médiateur numérique dans le cadre d'un contrat à mi-temps qui pourra selon le niveau de fréquentation, être transformé à temps plein la charge de l'association (cf.planning en annexe à la présente convention).

Celui-ci assurera une présence opérationnelle de façon à répondre aux besoins des différents publics/usagers.

Des créneaux spécifiques devront être réservés pour les professionnels des métiers d'art, du pôle et autres professionnels extérieurs, à la demande et en fonction des besoins (initiation/sensibilisation à l'utilisation d'une imprimante 3D, et autres machines numériques).

L'autre salle attenante à celle du fablab d'une surface de 44 m² est mise à disposition également de l'association pour ses activités propres de médiation scientifique et culturelle ainsi que pour d'autres menées en partenariat avec les services de la commune (Pôle enfance & jeunesse, Pôle Culture et Patrimoine, partenaires de la ville et du Centre des Métiers d'Art (associations, établissements d'enseignement, autres...)).

A ce titre, cet espace devra être modulable et co-partagé en fonction des activités, organisées en partenariat avec les services de la commune, ou avec des organisations ou acteurs partenaires, en lien étroit et sous l'autorité et la supervision du responsable du Centre des Métiers d'Art.

La décision d'attribution peut être révisée par la commune à tout moment en cas de force majeure ou d'intérêt général.

2.2 – Dérogation et occupation occasionnelle :

Les demandes d'occupation occasionnelle **hors le champ du calendrier prévisionnel établi** doivent faire l'objet d'une réservation particulière adressée à la commune avec un préavis minimum de 30 jours en précisant les dates et les horaires souhaités d'ouverture et de fermeture des lieux ainsi que la raison particulière susceptible d'en justifier l'attribution.

Aucune requête ne peut être considérée comme acceptée, tant que la réponse n'a pas été notifiée par écrit à l'association. Par conséquent, celle-ci ne devra en aucun cas s'engager auprès d'organismes extérieurs avant d'avoir la certitude d'être autorisée à occuper les lieux et espaces dans les conditions convenues.

Article 3 – Conditions d'utilisation :

L'association prendra les locaux et les équipements mis à sa disposition dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

Elle ne pourra pas, même provisoirement, sous-louer ou prêter les locaux qui lui ont été attribués. Elle ne pourra pas y installer de tiers que ce soit en sa présence ou en son absence. Elle ne pourra en aucune façon céder, en totalité ou partie, son droit à la présente occupation.

L'association renonce à faire un quelconque usage commercial direct ou indirect pour elle-même ou un tiers des installations communales mises à sa disposition.

Les horaires et espaces arrêtés devront être respectés et plus particulièrement les débuts et fins de créneaux horaires.

Les locaux attribués à titre permanent devront être laissés en parfait état de rangement et de propreté en respect strict des normes d'hygiène et de sécurité en vigueur. Le coût du nettoyage et de la remise en état en cas de nécessité, sera réalisé par la Ville, à la charge de l'association le cas échéant.

L'association est chargée de l'approvisionnement en consommables concernant les matériels prêtés par la Ville. La Ville, sur présentation de factures, participera annuellement à hauteur de 30% du coût des consommables achetés, dans la limite d'une enveloppe budgétaire de 1 500 €.

L'association devra détenir des clés :

Sauf à ce qu'un autre utilisateur occupe immédiatement après les locaux, à la fin des activités les espaces utilisés devront être fermés à clef, l'électricité, le chauffage et éventuellement la climatisation éteints.

L'association soumettra à l'accord de la commune le nom de la (des) personne(s) autorisées à détenir une clé d'accès aux locaux et espaces.

Il est interdit de remettre les clés donnant accès aux locaux et espaces à des personnes internes ou externes à l'association non autorisées par la commune. En cas de vol ou de sinistre la responsabilité de l'association sera engagée si cette disposition n'a pas été respectée.

L'association ne peut effectuer ou faire effectuer de son propre chef des travaux d'aménagement sur le bâti, les infrastructures ou autres.

Article 4 – Fréquentation :

Le partenariat entre la Ville et l'Association se fonde sur une fréquentation avérée qui pourra, sur simple demande, être justifiée par l'association à la Ville.

Toute carence dans l'utilisation des locaux liée à une absence prolongée de l'association entraînant notamment une rupture de service telle qu'il est ambitionné, nécessitera un échange permettant de trouver consensuellement les conditions de retour à la normale.

Dans l'hypothèse d'une rupture structurelle ou de longue durée de la prestation, une suspension provisoire ou définitive de l'attribution des locaux sera débattue jusqu'au seuil de l'application de l'article 13 ayant trait à la résiliation.

Article 5 - Les règles et contrôles d'accès à l'établissement :

Il appartient à l'association d'assurer l'accueil et le contrôle de ses adhérents. Elle est tenue, sous la responsabilité de son président, de les informer des conditions d'accès et d'usage des locaux alloués et des risques encourus en cas de non-respect des dispositions prescrites et de dégradation des lieux.

Article 6 –Priorité d'utilisation:

La commune se réserve la priorité d'utilisation des locaux sur l'association en cas d'événement particulier ou exceptionnel, de force majeure, de mesure de police liée à l'ordre public, ainsi que pour les opérations obligatoires de maintenance, sans que l'association ne puisse en contester le bien-fondé ou réclamer quelque indemnité ou compensation que ce soit. La commune s'attachera à prévenir l'association dans les meilleurs délais et à rechercher avec elle des possibilités de substitution temporaire, sans y être contrainte.

Article 7 – Assurances :

L'utilisation des locaux mis à disposition est subordonnée à la souscription par l'association d'une police d'assurance couvrant tous les dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition. Une attestation devra être adressée à la commune avant le début de l'utilisation.

Article 8 – Consignes de sécurité :

L'association reconnaît avoir pris connaissance des règlements intérieurs afférents aux locaux mis à disposition, des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer et à les respecter. L'association reconnaît avoir procédé avec les services de la commune au repérage des dispositifs d'alarme, des moyens de secours et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

L'utilisation des installations se fera dans le respect :

- De l'ordre public et des consignes d'hygiène,
- Des règles de sécurité des établissements recevant du public,
- De la réglementation de la fédération de tutelle éventuellement,
- Des bonnes mœurs,
- Des conditions de la présente convention,
- De l'environnement et de la tranquillité des tiers.

Article 9 – Responsabilité :

Les activités de l'association doivent être encadrées par du personnel majeur reconnu qualifié dans le cadre, lorsqu'ils existent, des règlements de la fédération de tutelle de l'association. Cette (ou ces) personne(s) devra(ont) être présente(s) pendant toute la durée de la mise à disposition des locaux.

L'association est tenue de produire à la Ville selon une périodicité à définir, un planning d'utilisation des locaux à jour permettant de rendre visible notamment la qualité des intervenants au bénéfice de l'association.

Le remplacement provisoire ou définitif d'un responsable devra être assuré par une personne aux compétences équivalentes et signalé à la commune.

La commune et ses services ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables des accidents ou incidents survenus du fait des activités ou des adhérents de l'association.

La réparation des dégradations de toute nature aux immeubles et matériels survenues du fait de l'occupation des équipements par l'association sera à la charge de celle-ci.

Le matériel mis à disposition fera l'objet d'un soin particulier au regard de sa haute technologie.

Outre la garantie des matériels qui sera activée par la Ville sur la durée requise en cas de nécessité, toute intervention de maintenance est déclinée ainsi :

- ✓ Dégradations liées à une mauvaise utilisation : l'utilisateur sera responsable de la réparation à ses frais
- ✓ Entretien des matériels : l'association, en sa qualité d'utilisateur principal, devra entretenir les matériels après utilisation (nettoyage, dépoussiérage...)
- ✓ Contrat de maintenance : au terme de la garantie des matériels livrés, la Ville conclura pour les matériels dûment inventoriés nécessitant une maintenance, les contrats de maintenance requis.

Article 10 – Matériel de l'association :

L'association est autorisée à utiliser du matériel lui appartenant à condition que celui-ci soit compatible avec la présence des autres usagers, l'hygiène et la sécurité des locaux mis à disposition. La commune ne pourra être tenue pour responsable d'une utilisation par autrui ou d'une dégradation quelconque de ce matériel.

Article 11 – Mise à disposition de matériel :

En fonction de ses disponibilités, la commune pourra mettre à disposition de l'association, de façon ponctuelle ou permanente, du matériel lui appartenant.

Le matériel mis à disposition ne saurait être considéré comme un droit d'usage. Il devra être restitué dans son intégralité et en bon état. A défaut, l'association procédera à son remplacement ou à son remboursement, notamment en cas de détérioration due à une utilisation non conforme ou en cas de disparition.

Les demandes devront être adressées à la commune par écrit. Les réservations sont traitées par ordre d'arrivée et font l'objet d'une décision appréciée selon l'intérêt général et les moyens disponibles. Le matériel sera remis en présence d'un responsable de l'association et ne devra être utilisé que conformément à sa destination.

Article 12 – Redevance :

La mise à disposition des locaux est consentie sans redevance. En contrepartie l'association s'engage à respecter les conditions d'attribution telles que susmentionnées à l'article 2.1.

Article 13 – Résiliation :

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure sauf dans les cas suivants où la résiliation est immédiate :

- Non-respect du règlement intérieur,
- Dissolution de l'association,
- Transfert de la présente convention à une autre personne morale ou physique sans accord de la commune,
- Retrait ou non-obtention des agréments et autorisations administratives réglementaires,
- Défaut d'assurance,

- Mise en danger d'autrui, non-respect des règles de sécurité et d'hygiène, trouble à l'ordre public,
- Fréquentation insuffisante structurelle selon les termes de l'article 4.

Article 14 – Durée :

La présente convention, d'une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, précaire et révocable, prend effet, après transmission au représentant de l'Etat dans le département, à compter de la date de signature jusqu'au

Article 15 – Avenant :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 16 – Différends / Litiges :

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable et dans les meilleurs délais les différends susceptibles de surgir dans l'application de la présente convention.

Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seront déférés devant le tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux à Ollioules, le

Pour la Commune d'Ollioules

Le Maire,

Robert BENEVENTI

Pour l'Association

Le Président,

Antoine DOLEZ

Annexe 1

Relative à la convention de mise à disposition de locaux

DENOMINATION DE L'ASSOCIATION

LES PETITS DEBROUILLARDS

Locaux communaux désignés et créneaux horaires définis (hebdomadaire) :

(NOM DU LOCAL) FABLAB + salle animation du Centre des Métiers d'Art d'Ollioules

- du lundi au vendredi 10h - 18h30
- samedi 10h – 13h
- Ateliers libres mardi jeudi vendredi 10h – 13h
- Ateliers de formation adultes jeudi 14h – 17h
- Accueil des collégiens lundi 15h-18h30
- Temps parents-enfants samedi 10h-13h
- Club du mercredi pour les jeunes (6 à 12 ans) de 14h à 16h30
- Veillée numérique (soirée geeks) jeudi 18h – 20h
- Accueil de groupe ou formations - ouvertures aux scolaires sur réservations (avec des classes et enseignants/encadrants)

Annexe 2

Relative à l'article 2.1 de la convention

L'association assurera un programme de 152 temps d'animations différents d'avril à décembre 2024 dont :

- 41 temps gratuits pour la population ;
- 59 temps payants au bénéfice de la mairie ;
- soit 133 jours à destination des activités mairie d'avril à décembre (sachant qu'un mi-temps est égal à 110 jours/an)
- 10 jours d'événementiel et mobilisation avec 2 ou 3 médiateurs scientifiques mis à disposition (soit 37 jours/ animateur).
- 39 jours d'activités payantes (à coût réduit entre 1,25€/h et 5,6€/h selon les activités) au bénéfice des petits débrouillards
- 12 jours de travail administratif, logistique, organisation

Coût total pour l'association : 29 596 €